

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article I-36

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

---

#### Article I-36 : les actes d'exécution

1. *inchangé*
  2. Lorsque des conditions uniformes de mise en œuvre des actes obligatoires de l'Union sont nécessaires, ces actes ~~peuvent conférer~~ **confèrent** à la Commission ou, **dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité commune, au Ministre des affaires étrangères, ainsi que**, dans des cas spécifiques **prévus dans la Constitution** ~~et dans les cas prévus à l'article I-39~~, au Conseil, des compétences d'exécution.
  3. et 4. *inchangé*
- 

#### **Explication:**

Le remplacement de la formule « peuvent conférer » par « confèrent » vise à rétablir la formule utilisé dans le traité CE actuel (article 202), telle que précisé par l'Acte Unique Européen.

Dans la logique de la Constitution, il faut distinguer entre l'exécution de la Constitution et l'exécution des lois.

Dans un certain nombre de domaines (par exemple, dans la politique économique et monétaire) le Conseil est l'institution essentiellement chargée de l'exécution directe de la Constitution.

En revanche, l'exécution de la loi, doit être essentiellement dévolue à la Commission et, pour ce qui concerne le domaine de la PESC, au Ministre des Affaires étrangères. La capacité exécutive de ce dernier -qui est affirmée de manière générale à l'article III-192- requiert une adaptation de l'article I-34, paragraphe 1, consistant à mentionner le Ministre parmi ceux qui sont chargés d'adopter des actes non législatifs.

Pour des raisons d'équilibre institutionnel, le Conseil -qui est une des deux branches du législatif- ne pourra être chargé de l'exécution de la loi que dans des cas exceptionnels: on peut envisager certains aspects de la politique agricole et de la politique de la pêche, la coopération policière ou encore le régime des sanctions économiques et financiers à l'égard des responsables de crimes graves et d'actes de terrorisme. Pour être conforme à la démarche constitutionnelle et assurer clarté, cohérence et précision pour cette question importante, ces cas exceptionnels doivent être identifiés spécifiquement dans la Constitution et la fonction d'exécution des lois du Conseil doit être explicitement limitée à ces cas.